

Sondage La Croix sur la bioéthique : une révolution en trompe-l'œil

 valeursactuelles.com/societe/sondage-la-croix-sur-la-bioethique-une-revolution-en-trompe-loeil-92073



Image d'illustration. Photo © A. NOOR / BSIP

Débat. Loin de témoigner d'un bouleversement sociétal en cours, l'étude Ifop sur les enjeux bioéthiques souligne surtout l'importance décisive du choix des mots.

Les chiffres semblent sans appel. Un sondage Ifop pour le journal *La Croix* et le Forum européen de bioéthique, publié ce mercredi, laisse à penser que le regard porté par la société française sur ces questions a changé de manière décisive en quelques mois. Qu'on en juge : 60% de personnes favorables à la procréation médicalement assistée (PMA) pour les couples de femmes homosexuelles, 57% favorables à cette même PMA (dite « sans père » mais le qualificatif n'était pas précisé dans le sondage) pour les femmes célibataires ; plus surprenant encore, 64% de personnes favorables à la gestation pour autrui (GPA), à laquelle pourtant très peu d'hommes politiques se disent aujourd'hui favorables. De quoi parler en effet d'une « évolution majeure », d'une société qui a « basculé » et faire, avec cela, les gros titres de l'actualité.

A y regarder de près, la réalité est pourtant plus nuancée. Les 60% de la première question (PMA pour les couples de lesbiennes) étaient 64% dans un même sondage trois mois plus tôt. Les 57% (PMA pour les femmes seules) étaient 65% trois mois plus tôt et 57% voilà cinq ans, en février 2013. Il s'agirait donc plutôt d'une stabilité, voire d'un recul, en tout cas récemment, que d'un bouleversement radical. Quant à la GPA, il n'y a en réalité que 18% de personnes qui se disent favorables « dans tous les cas » à cette pratique hautement controversée, et 46% qui souhaitent l'autoriser « pour des raisons médicales seulement », des raisons qui ne sont pas précisées. Comme l'observe Ludovine de la Rochère, présidente de La Manif pour tous, « *l'argument est instructif : c'est derrière cette notion de raison médicale que les partisans de la GPA vont désormais mener leur combat.* »

Autre omission : la question des enfants, et notamment de leur droit à connaître leur père et leur mère biologiques, n'est pas évoquée, le questionnaire restant centré sur le point de vue des adultes, dans une formulation qui n'est pas sans rappeler celle utilisée par l'Association des familles homoparentales (ADFH) qui réclame de longue date la PMA « pour toutes » et la GPA. Dans un sondage réalisé par Opinion Way pour La Manif pour tous en juin 2017, plus de trois quarts des Français (77%) estimaient ainsi que l'État devait garantir le droit des enfants à avoir un père et une mère, ce qui constitue la négation des conséquences objectives de la PMA pour les femmes seules ou les couples lesbiens. Une contradiction qui souligne une fois de plus l'importance de la formulation des questions et, in fine, du point de vue adopté : défense de l'enfant ou droit de l'adulte.

L'année 2018 devant conduire à la révision des lois de la bioéthique, le sondage passe également en revue la question de la fin de vie, où 89% des personnes se disent favorables à un changement de législation. Fréquemment mis en avant, ce chiffre tend à recouvrir celui, beaucoup plus faible mais en même temps plus révélateur, indiquant que près de 1 Français sur 5 (18%) se dit favorable au « suicide assisté », procédure autorisant un tiers à administrer à quelqu'un qui en aurait fait la demande une substance létale. Il est à noter que, pour cette question, le sondage additionne des résultats qui peuvent paraître redondants, le « oui » recouvrant la légalisation de l'euthanasie seule (47%), celle du suicide assisté (18%) et celle de l'euthanasie et du suicide assisté (24%), une complexité qui, ajoutée au flou qui continue d'entourer cette question des modalités d'accompagnement de la fin de vie, rend l'interprétation des résultats particulièrement délicate.

Preuve enfin que le choix des mots et ce qu'ils peuvent induire comme réflexes reste important dans l'esprit de personnes parfois peu formées, 30% des Français considèrent comme « une menace pour la vie privée » le fait que des données médicales puissent être stockées de manière informatique. Comme si la modification génétique d'un bébé in utero (autre question figurant dans le sondage) faisait moins peur que l'existence de la carte Vitale.